

Tirs croisés entre RL 6/04/2011 l'Armée et les Finances

*L'Armée a du mal à payer les entreprises qu'elle emploie.
Faute à l'informatique, à la restructuration des armées? Ou les deux à la fois.*

Depuis qu'il n'y a plus d'appelés dans les casernes, l'Armée confie une bonne partie de leur entretien au secteur privé. Un marché bien intéressant pour Acces Clean, une petite société de nettoyage installée à Montigny-lès-Metz et à Maxéville. « Jusqu'à aujourd'hui, du moins... », écrivent Laurent Godineau et Youssef Minar, cogérants de l'entreprise, dans une lettre adressée à Gérard Longuet, ministre de la Défense. Une autre missive a été expédiée à Christine Lagarde, ministre de l'Économie et des Finances.

Car ces deux ministères sont impliqués dans les difficultés d'Acces Clean : « Nos factures ne sont plus honorées depuis le mois de décembre 2010 pour certaines, voire depuis novembre », affirme M. Godineau. À la fin mars, la facture s'élevait à près de 156 300 €, de quoi mettre en péril l'avenir des soixante salariés de l'entreprise. L'histoire ne semble pas surprendre les connaisseurs. « Cette entreprise n'est pas la seule, affirme une fonctionnaire, qui préfère rester dans l'ombre. Depuis la mise en place de Chorus, c'est le bazar. »

Chorus ? Pour faire simple, disons un logiciel unique pour l'ensemble des services de l'État, permettant de mutualiser le traitement des factures des administrations.

« Quelques dysfonctionnements »

Cette rationalisation « n'a pas été extrêmement simple, je vous l'accorde », reconnaît Marie-Paule Weibel, chef de cabinet du directeur régional des Finances publiques. Mais le logiciel – dont la Cour des comptes avait contesté la logique en 2010 – et sa mise en œuvre ne sont pas seuls au banc des

accusés. « On peut dire que Chorus, qui n'est qu'un outil, a généré de nouveaux processus d'échanges d'informations entre les ministères et les organismes payeurs, explique le lieutenant-colonel Guillaume Leroy, au Sirpa de Lorraine. Le temps nécessaire aux formations a entraîné des retards, malgré la très forte implication des gens de la plateforme achats-finances ». Ces plateformes, installées dans le cadre de la restructuration des armées dans le même mouvement que les bases de défense, sont l'autre élément du problème, à en croire Bernard Richter, administrateur général des Finances publiques de la Moselle. « À partir de la création des plateformes, les opérations de paiement ne devaient plus être traitées directement par les régiments, explique-t-il ; mais quelques dysfonctionnements se sont produits, qui ont pu créer des problèmes. »

Depuis le début de la semaine, ce qui coïncide avec l'entrée en lice de la presse, le traitement du dossier d'Acces Clean s'est miraculeusement accéléré. « Nous réunissons tous les éléments nécessaires », promettent les militaires ; « nous rassemblons les factures en souffrance et ce dossier sera traité en priorité », garantissent les Finances. Mais l'histoire reste exemplaire des complications de la simplification administrative... « Si d'autres entreprises se trouvaient dans de vraies difficultés pour les mêmes raisons, qu'elles n'hésitent surtout pas à nous alerter : nous interviendrons rapidement », promet Bernard Richter. Ses bureaux se trouvent à Metz, rue François-de-Curel.

Bernard MAILLARD.